**Analyse de propositions du domaine énergies climat**

**de certains candidats**

**Candidats étudiés :**

**Emmanuel Macron :** Remplacer les véhicules anciens grâce à la création d'une prime de 1.000 euros pour l'achat d'un véhicule moins polluant, neuf ou d'occasion

**Benoit Hamon : Développement des énergies renouvelables** : Je porterai à 50 % la part des énergies renouvelables dans le mix électrique d’ici 2025 en favorisant la production décentralisée et citoyenne d’énergie, avec un objectif de 100 % de l’énergie en 2050.

**François Fillon :** Eliminer les énergies fossiles de la production d’électricité avec un prix plancher de la tonne de carbone de 30 euros minimum. »

Modernisation et pérennisation de la filière industrielle nucléaire française.

**Marine Le Pen :** Afin de lutter contre la précarité énergétique et agir directement sur le pouvoir d’achat des Français, faire de l’isolation de l’habitat une priorité budgétaire du quinquennat, parce que l’énergie la moins chère est celle qu’on ne consomme pas.

**Jean-Luc Mélenchon :** Nous proposons de […] constitutionnaliser la règle verte : ne pas prélever sur la nature davantage que ce qu’elle peut reconstituer, ni produire plus que ce qu’elle peut supporter

*Remerciements à :*

*Anne Laure, Clémence, Pierre B, Pierre T, Valère, Marie et Alexandre*

**A- Emmanuel Macron**

**1- Proposition sélectionnée :**

Remplacer les véhicules anciens grâce à la création d'une prime de 1.000 euros pour l'achat d'un véhicule moins polluant, neuf ou d'occasion

**Libellé exact dans le programme :**

**Nous diviserons par deux le nombre de jours de pollution atmosphérique.**

Nous remplacerons les vieux véhicules polluants en créant une prime de 1000 euros pour acheter un véhicule neuf ou d’occasion moins polluant.

Elle est reprise dans la fiche environnement sous la forme :

**Accompagner les Français**

Nous accélérerons le déploiement des véhicules électriques en maintenant le bonus-malus à l’achat et en accélérant le déploiement des bornes de recharge.

Nous créerons une prime de 1000 euros pour permettre à tous ceux dont les véhicules ont été fabriqués avant 2001 d’acheter des voitures plus écologiques, qu’elles soient neuves ou d’occasion.

**2- Position de la proposition par rapport à la situation réelle actuelle.**

**Situation actuelle :**

Actuellement un acquéreur d’un véhicule neuf qui se délaisse d’un diesel ancien bénéficie de la prime à la conversion, plus d’une prime écologique dont le montant varie en fonction du choix (véhicule électrique ou hybride rechargeable).

Pour bénéficier de la prime à la conversion, actuellement, vous devez remplacer un ancien diesel par un véhicule neuf et peu polluant et remplir l'ensemble des conditions suivantes.

Destruction d'un véhicule diesel ancien

Pour percevoir la prime de conversion, l'achat du véhicule neuf doit s'accompagner de la destruction d'un véhicule qui remplit les conditions suivantes :

* utiliser le gazole comme carburant principal,
* avoir fait l'objet d'une 1re immatriculation avant le 1erjanvier 2006,
* appartenir à la catégorie des voitures particulières (VP) ou des camionnettes (CTTE),
* avoir été acquis depuis au moins 1 an,
* ne pas être considéré comme un véhicule endommagé,
* être remis pour destruction à [un centre "véhicules hors d'usage"(VHU) agrée](https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1468) dans les 6 mois suivant la facturation du véhicule neuf acquis ou loué,

Achat d'un véhicule neuf

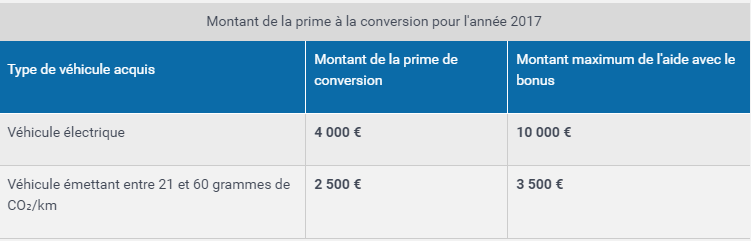
Le véhicule doit être neuf. Il s'agit :

* soit d'un véhicule n'ayant jamais été immatriculé ni en France ni à l'étranger (un véhicule importé est considéré comme neuf s'il n'a pas été immatriculé à l'étranger),
* soit d'un véhicule précédemment immatriculé comme véhicule de démonstration : son achat ou sa location doivent intervenir dans un délai de 12 mois à compter du jour de sa première immatriculation.

Véhicule peu polluant

Pour bénéficier de la prime à la conversion, vous devez acquérir :

* [une voiture électrique](https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F34014) émettant moins de 20 grammes de CO₂/km,
* ou une [voiture combinant énergie électrique et moteur à essence](https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F32430) ou gaz et émettant entre 21 et 60 grammes de CO₂/km.



Pour les ménages non imposables le dispositif est étendu aux véhicules à essence, neuf ou d’occasion :



Il est à noter qu’un ménage non imposable ne peut pas cumuler les 2 primes.

Cette aide s'ajoute actuellement :

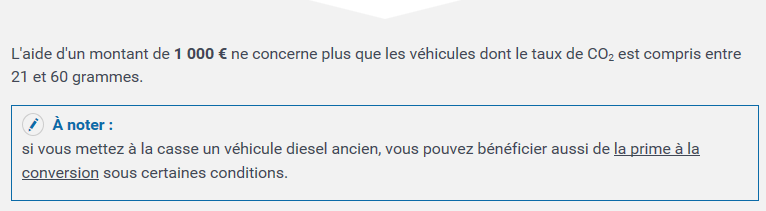
* Si vous achetez un véhicule hybride rechargeable neuf à [la prime écologique pour l'achat d'un véhicule hybride rechargeable](https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F32430),

L'aide vous est versée si vous êtes domicilié en France, lors de la 1ère [*immatriculation en série définitive*](https://www.service-public.fr/particuliers/glossaire/R12404) pour l'achat ou la location (avec option d'achat ou de longue durée de 2 ans minimum) d'une voiture particulière (VP) ou d'une camionnette (CTTE).

**Caractéristiques du moteur**

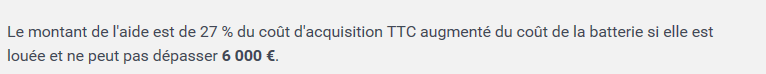
Pour que le bonus soit versé, le taux de CO₂ du véhicule neuf ne doit pas être supérieur à 60 grammes de CO₂/km.

Il s'agit donc donc [*véhicule hydride rechargeable*](https://www.service-public.fr/particuliers/glossaire/R46343).



* Si vous achetez un véhicule particulier électrique à [la prime écologique pour l'achat d'un véhicule particulier électrique](https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F34014).

Le Véhicule doit émettre 20 grammes de CO₂/km au plus.



**Est-ce en rupture? Ou plutôt sur un scénario tendanciel ?**

La principale rupture à priori repose sur le fait que la prime s’applique également en cas d’achat d’un véhicule d’occasion plus performant en termes de pollution.

Les véhicules concernés par la mesure sont plus nombreux : ce sont les véhicules datant d’avant 2001, (contre avant 2006). La mesure actuelle concerne les véhicules de plus de 10 ans. Comment évoluera la fenêtre temporelle de la mesure Macron ?

Néanmoins, le vocable moins polluant est utilisé, et non pas électrique, ou hybride rechargeable. On peut donc penser que les critères seront particulièrement large et ne vont pas se centrer sur des véhicules « non polluants », ou sans émissions, mais des véhicules moins polluants (ie fatalement moins anciens que ceux qui sont cédés du faite de l’évolution des normes). Dans la pratique cela concernera plutôt les véhicules répondant à la norme Euro6.

On peut également s’étonner du montant de la prime (1000€) qui est beaucoup plus faible que ce qui existe actuellement, et n’apporte aucune incitation supplémentaire pour les ménages non imposables.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Caractéristique du véhicule acquis | Prime à la conversion actuelle | Prime à la conversion visée | Prime écologique |
| Neuf Electrique | 4000 € | 1000€ | 6000€ |
| Neuf Hybride rechargeable | 2500€ | 1000€ | 1000€ |
| Occasion moins polluante | 0 € | 1000€ | 0€ |

L’intérêt de la proposition consiste finalement dans l’appui (faible) à la mise en place d’un marché de l’occasion du véhicule électrique. Si elle s’accompagne d’une suppression du dispositif actuel de prime à la conversion, elle constituerait en fait un recul puisque :

Le marché du neuf performant pour le climat va se tarir, et le marché de l’occasion va se diriger vers tous les véhicules moins polluants ce qui est faiblement discriminant.

**Faisabilité technique et politique, crédibilité**

La faisabilité d’une telle proposition est forte. A priori, puisqu’elle ne relève que d’une disposition de la loi de finances le gouvernement peut facilement la proposer au parlement avec une chance non négligeable qu’elle aboutisse.

**Cohérence avec les autres propositions**A priori cette mesure est cohérente avec les autres options politiques du candidat : mise en place de dispositifs environnementaux en continuité avec les dispositifs actuels et favorise le secteur économique (en favorisant l’achat de véhicules à priori plus neufs, car répondant à des normes plus récentes.

**Recommandations que l’on pourrait faire lors de la mise en œuvre pour atteindre des objectifs climatiques :**

**Recommandation 1 :** Evidemment ne pas supprimer les primes existantes. Ce serait un retour en arrière dans le cas contraire.

**Recommandation 2 :** Définir une fenêtre temporelle plutôt qu’une date (par exemple, les véhicules de plus de 15 ans bénéficient de ce super bonus écologique)

**Recommandation 3 :** Préciser explicitement que la mesure vise à l’achat d’un véhicule avec une certaine performance climatique, et éviter le vocable « polluant » trop imprécis.

**Recommandation 4 :** S’assurer que le public visé par la mesure sera effectivement en mesure de faire un achat en rapport avec les objectifs de l’aide publique : en effet, les propriétaires de véhicules d’occasion « polluants » peuvent être très modestes et la prime de 1000€ ne permettra pas de déclencher l’achat. Au final, la prime ne serait qu’un effet d’aubaine pour un public déjà relativement aisé.

**B- Benoit Hamon**

<https://www.benoithamon2017.fr/le-projet/#transition-ecologique>

<https://docs.google.com/spreadsheets/d/15RkECymx-kMocCIjSunfTSNZ5ixyFP7-PuRpd6GpgB4/edit?usp=drive_web>

**1- Proposition sélectionnée :**

**Développement des énergies renouvelables** : Je porterai à 50 % la part des énergies renouvelables dans le mix électrique d’ici 2025 en favorisant la production décentralisée et citoyenne d’énergie, avec un objectif de 100 % de l’énergie en 2050.

**Libellé exact dans le programme :**

***« Je ferai évoluer le mix électrique pour atteindre 50% d’énergie renouvelables dès 2025 ».***

Elle est reprise dans la fiche environnement sous la forme :

« Passer à un modèle de la tempérance, c’est sortir d’un modèle énergétique fondé sur des ressources finies, que ce soit le pétrole ou le nucléaire. Je m’engage donc à faire évoluer le mix électrique français pour atteindre 50% d’énergies renouvelables dès 2025, en favorisant notamment la production individuelle d’énergie pour créer un maillage territorial nous permettant de sortir de centralisation de la production énergétique. »

**2- Position de la proposition par rapport à la situation réelle actuelle.**

**Situation actuelle :**

Il convient bien de considérer ici que Benoit Hamon parle « d’énergie » et non pas d’électricité.

Aujourd’hui 16% d’électricité est d’origine renouvelable (2015).

Cependant seulement 11.5% de l’énergie primaire peut être considérée aujourd’hui comme renouvelable (6% biocarburants, 1.3% éolien, 0.6% solaire, 3.4% hydraulique, 0.2% Géothermique, [*source : IEA, 2015*](https://www.iea.org/media/countries/France.pdf)). On a ([*source : Eurostat*](http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/File:Share_of_renewables_in_gross_final_energy_consumption,_2014_and_2020_(%25)_YB16-fr.png)*, 2014*) moins de 14% d’énergie finale de source renouvelable en 2014.

**Les engagements de la France :**

La loi de la transition énergétique pour la croissance verte (18 Août 2015) donne les objectifs suivants : «Porter la part des énergies renouvelables à 23 % de la consommation finale brute d’énergie en 2020 et à 32 % de la consommation finale brute d’énergie en 2030 ».

On peut donc supposer (via une estimation d’une augmentation quasi-linéaire du mix énergétique entre 2020 et 2030) un objectif actuel de la France d’avoir autour de 28% de son énergie issue de source renouvelable d’ici 2025.

Plus précisément l’article L100-4 du code de l’énergie stipule de porter la part des énergies renouvelables à 23% de la consommation finale brute d’énergie en 2020 et à 32% de cette consommation en 2030 ; à cette date, pour parvenir à cet objectif, les énergies renouvelables doivent représenter :

- 40% de la production d’électricité (17,4% en 2015);

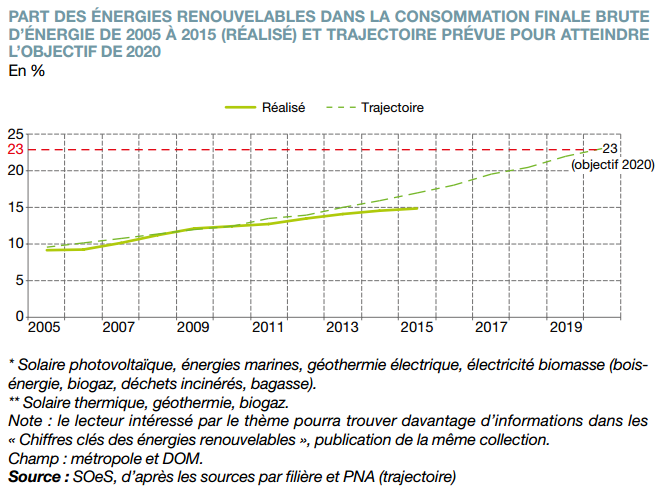
- 38% de la consommation finale de chaleur (33% en 2015);

- 15% de la consommation finale de carburant ;

- 10% de la consommation de gaz

Reprise des statistiques du gouvernement montrant le décalage entre le réalisé et la trajectoire prévue pour atteindre l’objectif de 2020 :

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/fileadmin/user_upload/Datalab-13-CC-de_l-energie-edition-2016-fevrier2017.pdf>



**Est-ce en rupture? Ou plutôt sur un scénario tendanciel ?**

En considérant :

* la France quasiment saturée en termes de production hydraulique
* L’atteinte de l’objectif d’une réduction de 20% de la consommation énergétique finale d’ici 2030 (supposons 15% en 2025)

Il faudrait donc multiplier par 5 notre production actuelle d’énergie renouvelable hors hydraulique pour nous permettre d’atteindre ce mix énergétique.

L’objectif de passer à « 50% dès 2025 » demande donc depuis 2014 de passer d’une augmentation d’environ 10% du mix renouvelable (engagement actuel de la France suite à la loi juillet 2015) à une augmentation de 22% en 11ans. Le scénario augmenterait donc un engagement que la France a déjà des difficultés à tenir. C’est donc une rupture évidente avec la tendance actuelle et un doublement de l’objectif.

**Faisabilité technique et politique, crédibilité**

Cette mesure afin qu’elle soit réalisable demandera des mesures d’incitation importantes permettant de grandement inciter au développement de l’énergie renouvelable. Cette politique va donc se traduire par un coût de l’investissement important au kWh. Il reste à déterminer quels son les acteurs qui devront payer ce coût (contribuable, consommateur…) l

**Cohérence avec les autres propositions**

Cette proposition est en cohérence avec celle de la réduction de la part du nucléaire et la fermeture des réacteurs en fin de vie et de la sortie du diesel d’ici 2025. Elle est aussi en cohérence avec le plan de rénovation urbaine et thermique souhaité par le candidat (permettant une réduction de la consommation énergétique).

**3- Recommandation pour que la proposition atteigne des objectifs climatiques**

Le développement des énergies renouvelable est positif pour l’atteinte des objectifs climatiques à condition qu’il ne consiste pas en une augmentation de la quantité de biocarburant (majoritaire dans les renouvelables non aujourd’hui), ayant un impact similaire en termes d’émission de CO2 que les carburants classiques et nécessitant le développement d’un réseau d’approvisionnement pouvant être lui aussi générateur d’émission.

Le développement de la filière photovoltaïque doit se faire dans un souci de développement de filière européenne. La construction de panneaux photovoltaïques dans les pays hors de l’UE est très émissive en CO2, sans compter les émissions liées à l’importation. Il convient donc de surveiller le mix énergétique du/des pays constructeurs.

**C- François Fillon – Les Républicains**

<https://www.fillon2017.fr/projet/>

<https://docs.google.com/spreadsheets/d/1bVxM-2bkDkPSw4Go52WP_Nm05aPMdlYt1qv9EniOTOI/edit#gid=795659918>

**1ère proposition**

**1- Proposition sélectionnée :**

**Proposition n° 9 de son programme “Environnement, énergie & transport”**: *«*Eliminer les énergies fossiles de la production d’électricité avec un prix plancher de la tonne de carbone de 30 euros minimum. »

**Libellé exact dans le programme :**

***« Eliminer les énergies fossiles de la production d’électricité avec un prix plancher de la tonne de carbone de 30 euros minimum.****»*

Elle est reprise dans la fiche environnement sous la forme :

Présente uniquement dans la fiche « Environnement, énergie & transport” : pas plus de précisions.

**2- Position de la proposition par rapport à la situation réelle actuelle.**

**Situation actuelle :**

La difficulté est que, contrairement à son programme originel, François Fillon ne précise plus s’il parle d’un prix au niveau européen ou français.

La question du prix minimal du CO2 pour la production d’électricité est un sujet assez technique, qui a été largement débattu lors de la dernière loi de finances en France. Le CO2 émis lors de production d’électricité est actuellement soumis au marché ETS, mais dont le prix actuel est très bas (5€ la tonne de CO2). L’idée était de mettre un prix minimum au marché du CO2 en France proposant une valeur minimale de 30€ la tonne de CO2 (selon les propositions de la mission Grandjean-Canfin-Mestrallet), et notamment en supprimant l'exonération de taxe intérieure sur la consommation (TICC) dont bénéficie le charbon. La conséquence aurait été d’augmenter le prix de l’électricité produite à partir de charbon, la rendant moins compétitive. Annoncée en grande pompe en 2016 par François Hollande lors de son discours d’ouverture de la conférence environnementale, cette mesure a été abandonnée face à l’opposition de la CGT, qui arguait que 5000 emplois étaient en péril.

Cette mesure est à ne pas confondre avec la contribution climat-énergie qui pèse sur le prix du carburant et du fioul payé à la pompe, à raison de 22 € la tonne de CO2, et qui doit atteindre 56 € en 2020, selon la courbe de progression arrêtée dans le dernier collectif budgétaire. A ne pas confondre, non plus, avec ce que pourrait donner la future réforme du marché européen des quotas de carbone, l'ETS, passablement déficient (5€/t).

Une des critiques faite à cette mesure était sa radicalité (le prix de 30€ la tonne de CO2 étant prévu pour 2017). Une élévation progressive et planifiée de ce prix pourrait le rendre plus efficace et plus acceptable, en permettant aux opérateurs de s’adapter progressivement. Une autre critique était que ce prix ne s’appliquant pas à l’énergie charbonnière étrangère, celle-ci risquait d’être favorisée, augmentant les émissions des pays exportateurs. En parallèle, cette politique aurait permis de remettre des quotas carbone en circulation, ce qui aurait contribué à faire baisser les prix desdits quotas sur le marché européen.

**Est-ce en rupture? Ou plutôt sur un scénario tendanciel ?**

La mesure de 30 € de M. Fillon consiste donc à revenir sur cette initiative, pour la concrétiser.

**Faisabilité technique et politique, crédibilité**

Cette mesure semble réalisable, notamment car elle reste vague, sans précision concernant l’horizon d’application, ni sa mise en œuvre (progressive ou non). Par ailleurs, dans la mesure où M. Fillon l’a évoquée à plusieurs reprises (dès qu’il est interrogé sur le climat), il semble qu’il envisage sérieusement cette idée.

**Cohérence avec les autres propositions**

Selon la manière dont cette taxe serait mise en œuvre, on ne peut préjuger de l’impact de cette mesure (échéance, échelonnage). Cette mesure favoriserait également l’électricité produite à partir du nucléaire, que M. Fillon a l’intention de favoriser. Cette mesure s’inscrit donc raisonnablement dans le cadre de son programme.

**3- Recommandation pour que la proposition atteigne des objectifs climatiques**

Cette mesure, qui n’est pas souvent présente dans les programmes des autres candidats (seul Emmanuel Macron mentionne le prix du carbone), est pertinente dans la lutte contre les émissions de GES en France, même si elle reste symbolique car elle ne concerne que la production d’électricité, et que la France bénéficie déjà d’une électricité déjà faiblement émettrice (ne possèdant que 5 centrales à charbon).

Cependant, pour que cette mesure soit efficace, il faudrait :

* que les échéances soient précisées ;
* que ce prix s’étende peu à peu à d’autres secteurs d’activité, et soit ensuite appliqué au niveau européen.

**2ème proposition**

**1- Proposition sélectionnée :**

Modernisation et pérennisation de la filière industrielle nucléaire française.

**Libellé exact dans le programme :**

**Proposition n° 5 de son programme “Environnement, énergie & transport”** : “Finaliser la restructuration de la filière industrielle nucléaire, moderniser le parc nucléaire pour en prolonger la durée d’exploitation en veillant à une sécurité et une sûreté maximales de nos installations sous le contrôle de l’Autorité de Sûreté Nucléaire et à la rentabilité économique des investissements. Une nouvelle loi de transition énergétique sera adoptée avec de nouveaux objectifs pour notre mix énergétique.”

Elle est reprise dans la fiche environnement sous la forme :

Présente uniquement dans la fiche « Environnement, énergie & transport » : pas plus de précisions.

**2- Position de la proposition par rapport à la situation réelle actuelle.**

**Situation actuelle :**

Actuellement, le cadre de la LTECV prévoit de *« Porter la part du nucléaire dans la production d’électricité à 50 % à l’horizon 2025. »*

Avec comme objectifs :

* Multiplier par plus de deux la part des énergies renouvelables dans le modèle énergétique français d’ici à 15 ans ;
* Favoriser une meilleure intégration des énergies renouvelables dans le système électrique grâce à de nouvelles modalités de soutien.

**Est-ce en rupture? Ou plutôt sur un scénario tendanciel ?**

La proposition de M. Fillon va à l’encontre de la trajectoire initiée lors du mandat précédent, qui va dans le sens d’un développement des énergies renouvelables, et d’une diminution du nucléaire dans le mix électrique de la France (50% d’électricité nucléaire en 2025 contre 72,3% en 2016). Toutefois, malgré les discours, peu de véritables mesures ont été mises en œuvre durant le mandat actuel.

**Faisabilité technique et politique, crédibilité**Nous sommes aujourd’hui à un moment charnière de notre stratégie de production d’électricité, car nous arrivons à la fin de la durée prévue d’exploitation des centrales nucléaires françaises. Il s’agit donc de faire un choix d’investissement majeur : financer le grand carénage des centrales, ou financer une transition énergétique en faveur des énergies renouvelables, ou bien trouver un compromis entre les deux. Ce compromis est actuellement représenté par la Loi sur la transition énergétique et la croissance verte. Toutefois, M. Fillon veut abroger cette loi pour proposer « Une nouvelle loi de transition énergétique » avec « de nouveaux objectifs pour notre mix énergétique ». Cette proposition est donc cohérente avec la stratégie énergétique avancée par M. Fillon, et semble réalisable car le prochain quinquennat est propice à une telle décision.

**Cohérence avec les autres propositions**Dans ces discours, M. Fillon présente le nucléaire comme un atout industriel important pour la France, en termes de d’innovation, de modernisation, de recherche, et d’industrie. Cette ligne a été celle de l’UMP, puis des Républicains depuis de nombreuses années.

**3- Recommandation pour que la proposition atteigne des objectifs climatiques**

Le nucléaire, bien que décrié par beaucoup d’écologistes, est en soi une alternative positive à des sources plus émettrices d’électricité telles que le charbon ou le gaz. Ainsi, cette proposition, quand bien même elle n’est pas faite dans une perspective de lutte contre le réchauffement climatique, permet tout de même de conserver un mix électrique peu carboné.

**D- Marine Le Pen**

**1- Proposition sélectionnée :**

*« Verbatim de la proposition » présentée le 2/12/16 par MLP lors d’une convention sur l’énergie organisée par Nouvelle écologie*

Un effort particulier devrait être fait pour [permettre](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/troisieme-groupe/permettre/) aux Français de [réaliser](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/premier-groupe/r%C3%A9aliser/) des travaux de rénovation thermique dans leurs habitations, notamment par un prêt à taux zéro de la Banque de [France](http://www.lemonde.fr/europeennes-france/) .

**Libellé exact dans le programme :**

Proposition 132 : Afin de lutter contre la précarité énergétique et agir directement sur le pouvoir d’achat des Français, faire de l’isolation de l’habitat une priorité budgétaire du quinquennat, parce que l’énergie la moins chère est celle qu’on ne consomme pas.

**2- Position de la proposition par rapport à la situation réelle actuelle.**

**Situation actuelle :**

Il existe déjà l’éco-PTZ, utilisable pour financer des travaux de rénovation énergétique de **logements** construits avant le 1er janvier 1990. Ce prêt peut être accordé au propriétaire bailleur ou occupant d’un logement ancien, et au syndicat de copropriétaires jusqu’au 31 décembre 2018.

Pour pouvoir bénéficier de ce prêt, les travaux doivent concerner :

* soit des travaux comprenant 2\* des 6 actions suivantes (bouquet de travaux) (\*1 parmi 6 dans le cas d’un Eco PTZ collectif, accordé à une copropriété) :
  + isolation thermique de la toiture,
  + isolation thermique d'au moins la moitié de la surface des murs donnant sur l'extérieur,
  + isolation thermique d'au moins la moitié des fenêtres et remplacement des portes donnant sur l'extérieur,
  + installation, régulation ou remplacement de système de chauffage ou de production d'eau chaude sanitaire,
  + installation d'équipements de chauffage utilisant une source d'énergie renouvelable,
  + installation d'équipements de production d'eau chaude sanitaire utilisant une source d'énergie renouvelable.
* soit des travaux de réhabilitation du système d'assainissement non collectif par des dispositifs ne consommant pas d'énergie,
* soit des travaux permettant d'atteindre une performance énergétique globale minimale de votre logement déterminé par une étude thermique réalisée par un bureau d'étude thermique. Ce seuil est de 150 kWh/m²/an si la consommation d'énergie du logement avant les travaux est supérieure ou égale à 180 kWh/m²/an (80 kWh/m²/an si la consommation est inférieure à 180 kWh/m²/an). Vous êtes concernés par cette mesure uniquement si votre logement a été construit après le 1er janvier 1948.

Les travaux doivent être réalisés par une entreprise qualifiée RGE (reconnu garant de l’environnement). Le montant maximum accordé est de 30 000€. La durée maximale du prêt est 15 ans. Le coût des intérêts est pris en charge par l’Etat qui rembourse les banques.

Voir détail <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F19905>

**A l’étranger :**

**Allemagne** : En Allemagne, un organisme parapublic (État et Lander), la KfW, propose des prêts à des taux préférentiels aux particuliers pour financer la rénovation énergétique des logements. Le prêt se fait par l’intermédiaire des banques commerciales. (montant maximal de 75 000€ au taux de 1%). Le dispositif allemand a permis aux particuliers de s’endetter à un coût moindre sans pour autant alourdir la dette publique. Toutefois, ce dispositif ne permet pas de massifier les rénovations, et l’attribution des prêts dépend de la solvabilité des particuliers, ce qui écarte le public le plus fragile.

Différence : En Allemagne, pour les rénovations lourdes, la KfW met en œuvre une exigence de résultat sur la performance énergétique du bâtiment rénové. Les instruments français mettent en œuvre principalement une obligation de moyens (voir bouquet de travaux définis ci-dessus).

**Royaume –Uni** : le dispositif du Green Deal permet aux particuliers de faire financer les travaux de rénovation énergétique par les entreprises du secteur de l’énergie. Les particuliers remboursent par la suite les travaux grâce à la baisse de la facture d’énergie. Le dispositif en place au Royaume-Uni n’a eu qu’un effet modeste, car il a massivement conduit à des remplacements de système de chauffage et non de rénovation du logement.

**Est-ce en rupture? Ou plutôt sur un scénario tendanciel ?**

**La proposition n’est pas en rupture car l’incitation à la rénovation thermique par le biais du PTZ existe déjà. Par cette mesure, MLP espère cependant répandre l’utilisation de ce mécanisme. De plus, MLP ne mentionne pas de plafond.**

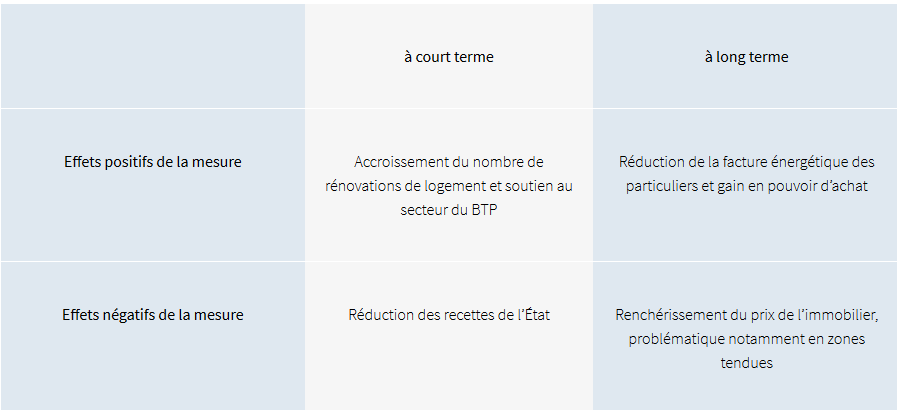
**En effet, le nombre d’éco PTZ distribués n’a eu de cesse de diminuer depuis 2009**, passant de 70 933 en 2009 à 23 567 [en 2015](http://www.senat.fr/rap/a16-141-2/a16-141-23.html). Une critique récurrente des dispositifs PTZ tient à leurs distributions par les banques commerciales : celles-ci ne sont pas incitées à proposer à leurs clients ce type de produits car il s’avère lourd à gérer et peu rémunérateur.

**Faisabilité technique et politique, crédibilité**

Le choix de passer par la Banque de France imposera de modifier ses statuts, cette dernière ne pouvant actuellement accorder de prêts aux particuliers => nécessite une disposition législative spécifique : modification loi du 4 août 1993 et vérification de la conformité de la mesure avec les règles de l’UE. Ce statut, entre banque commerciale et d’état, n’est pas évident à mettre en place.

En l’absence d’objectif chiffré de PTZ distribués sur le mandat, le chiffrage de l’Institut Montaigne part de l’hypothèse que les caractéristiques de l’Eco PTZ seront conservées, pour un coût de la proposition estimé entre 40 et 80 M€ par an en rythme de croisière.

Pour compléter le chiffrage, on remarque qu’en Allemagne, avec le mécanise de prêt à taux préférentiel de la KfW, 1€ investi dans la rénovation thermique a généré 2 à 4€ de recettes fiscales pour l’Etat (TVA, charges sociales, impôts sur les sociétés).



Analyse Institut Montaigne

Rentabilité :

Il n’est pas évident qu’un projet de rénovation thermique soit rentable sans autres subventions qu’un PTZ :

Les coûts actuellement observés pour la rénovation thermique complète des bâtiments vont de 230 (logements collectifs) à 430€TTC/m2 (maisons) de surface habitable [2 ].

Pour une maison chauffée à l’électricité de 100m2, si l’on rénove en passant de 300kWh/m2/an (classe E) à 50kWh/m2/an (bâtiment basse consommation classe A ou B), ce qui correspond à un gain très important d’efficacité énergétique, on peut estimer le coût de la rénovation à 43 000€. **Avec une hypothèse d’un prix de l’électricité à 150€/MWh (et une hypothèse très forte sur le gain d’efficacité énergétique), le retour sur investissement est de 11 ans.**

**Cohérence avec les autres propositions :**

La proposition est cohérente avec l’esprit du programme de MLP et ses autres propositions :

- les emplois créés par la rénovation thermique des bâtiments sont locaux

- la proposition nécessite de redonner de l’autonomie à la Banque de France

**3- Recommandation pour que la proposition atteigne des objectifs climatiques**

On identifie deux risques :

- non atteinte des objectifs de rénovation de la LTE en nombre de logements rénovés. En effet, il y a 34 millions de logements en France métropolitaine. Pour tenir les objectifs de la LTE, il faudrait atteindre 300 000 rénovations par an. Même à considérer que distribuer le PTZ par la Banque de France permet de doubler le nombre d’écoPTZ distribués, on atteint à peine 50 000 logements par an

- utilisation inefficace du mécanisme : sur des rénovations avec faible impact

Les recommandations, pour limiter ces risques :

En s’inspirant du mécanisme allemand, **associer le PTZ à une obligation de résultat** et non de moyen (au contraire de l’écoPTZ qui impose un bouquet de travaux) pourrait garantir l’efficacité de la mesure, la cohérence d’ensemble du projet, et limiter l’effet d’aubaine des fournisseurs et constructeurs qui pourraient augmenter le prix de vente des équipements éligibles (phénomène constaté sur le crédit d’impôt développement durable) et donc absorber la subvention tout en réduisant l’attractivité économique pour l’usager.

La mise en place d’un **accompagnement technique** (outil de diagnostic en ligne par exemple) ou simplement la vulgarisation des recommandations techniques de base pour guider les particuliers vers les solutions les plus adaptées sont des points nécessaires. On peut également s’inspirer de la KfW en Allemagne, qui impose **l’intervention d’un expert thermicien** avant lancement des travaux puis après réalisation pour bénéficier des prêts et subventions (intervention représentant 2 à 5% du coût global), ce qui a d’ailleurs favorisé le développement d’une filière d’experts thermiciens certifiés.

Enfin, on remarque aujourd’hui que l’approche consistant à saisir les opportunités de travaux existantes pour associer la rénovation thermique n’est pas systématique dans le résidentiel privé (50% des rénovations de toitures et 65% des ravalements de façade n’exploitant pas cette opportunité pour intégrer une isolation). Un axe efficace pour compléter le PTZ serait de renforcer le **cadre réglementaire** et de compléter le mécanisme d’incitation par des **subventions directes** pour rendre une telle approche systématique, et donc accélérer rapidement le rythme des rénovations tout en garantissant une viabilité économique des projets. Cela permettrait également de favoriser une meilleure prise en compte de la « valeur verte » des biens, aujourd’hui insuffisamment côtée sur le marché immobilier.

**E- Jean-Luc MELENCHON – *France Insoumise***

**1- Proposition sélectionnée**

**Libellé exact dans le programme :**

**Programme - proposition 9 "** **La République garante des biens communs"**

« *Nous proposons de […]* ***constitutionnaliser la règle verte*** *: ne pas prélever sur la nature davantage que ce qu’elle peut reconstituer, ni produire plus que ce qu’elle peut supporter* »

Cette proposition est reprise dans la [**fiche thématique « planification écologique »**](https://avenirencommun.fr/livret-planification-ecologique-regle-verte/) sous la forme :

***Notre projet : la règle verte***

*La* ***crise climatique*** *est l’affaire de toutes et tous. Pour y répondre avec responsabilité et détermination,* ***nous inscrirons la règle verte dans la Constitution*** *: l’****obligation, à l’échelle de la France, de ne pas prélever sur la nature plus de ressources renouvelables que ce qu’elle peut reconstituer, ni de produire plus que ce qu’elle peut supporter****. Cela comprend la préservation de la* ***biodiversité****, ainsi que la* ***diminution par quatre des émissions de gaz à effet de serre et 100 % d’énergies renouvelables et le zéro déchet d’ici 2050****.*

*La* ***Charte de l’environnement****, intégrée en 2005 dans le bloc de constitutionnalité, a affirmé trois principes :* ***prévention, précaution et pollueur-payeur****. Ces principes ayant été affaiblis ces dernières années (avec, par exemple, le système de compensation introduit par la loi Biodiversité en 2016), la règle verte permettra au contraire d’affirmer :*

*• l’interdiction des destructions et le refus d’appropriation des écosystèmes ;*

*• l’obligation d’un* ***bilan écologique global pour tout projet d’aménagement****, comprenant ses conséquences en matière d’empreinte écologique et d’impacts sur la santé ;*

*• la* ***priorité de l’intérêt écologique sur l’intérêt économique*** *;*

*• l’élimination progressive des produits néfastes pour la santé et dommageables pour l’environnement, comme les pesticides, par la* ***fixation de normes et d’interdictions*** *;*

*• des obligations d’indépendance des recherches sur l’impact des produits phytosanitaires sur la biosphère et la santé humaine, et leur interdiction à la vente en cas de nocivité avérée (exemple des néonicotinoïdes) ;*

*• des incitations, pour les branches industrielles, à fabriquer des* ***produits écoconçus****: utilisation minimum de matière première non renouvelable, priorité aux mono-matériaux plutôt qu’aux multi-matériaux et composites plus difficiles à récupérer. Un allongement des durées de garantie obligatoire permettra de lutter contre l’obsolescence programmée. La réparation, le démontage, la réutilisation et le recyclage devront être prévus dès la conception ;*

*• une impulsion donnée à la* ***diversification des technologies****, en tenant compte de leur robustesse et de leur accessibilité ;*

*• la limitation de l’activité publicitaire à objet commercial.*

*Cette bifurcation écologique ne peut se concevoir sans repenser le calcul de la richesse et sa répartition. Le PIB (produit intérieur brut) ne mesure pas le niveau de bien-être, ni ne rend compte des services rendus par les activités sociales ou culturelles, ni ne comptabilise le coût des dégâts écologiques, tandis qu’il intègre leur réparation. La règle verte nécessite de* ***nouveaux indicateurs de progrès humain****.*

*Elle suppose aussi la mise en place d’un* ***protectionnisme solidaire*** *pour éviter que des produits fabriqués dans des pays à faible protection environnementale et sociale ne soient importés en France, en contournant ainsi les obligations définies.*

*James K. Galbraith, économiste : « De deux choses l’une : soit la solution du problème du changement climatique sera* ***planifiée par une autorité publique*** *agissant avec la puissance publique, soit on déléguera sa planification à des entreprises privées dont la grande priorité est de vendre du charbon, du pétrole et des voitures qui consomment de l’essence. Si c’est la seconde voie qui est suivie, dans un siècle ou deux, le monde industriel développé tel que nous le connaissons n’existera peut-être plus. »*

Cette proposition est également reprise dans la [**fiche thématique « changer de République »**](https://avenirencommun.fr/livret-assemblee-constituante/) sous la forme :

*D’abord, une constitution commence souvent par une* ***déclaration de droits fondamentaux****. Une assemblée constituante rendrait ainsi possible la constitutionnalisation de nouveaux droits. Nous pourrions, par exemple, envisager de* ***constitutionnaliser la règle verte****, selon laquelle on ne doit pas prélever sur la nature plus que ce qu’elle peut reconstituer, ni produire plus que ce qu’elle peut supporter. La constitutionnalisation pourrait aussi concerner les biens communs : l’air, l’eau, l’alimentation, le vivant, la santé, l’énergie, la monnaie ne sont pas des marchandises et doivent être gérés démocratiquement ; et le droit de propriété doit être soumis à l’intérêt général. […]*

Dans cette fiche, il est aussi indiqué que la nouvelle Constitution entrerait en vigueur à horizon du **premier semestre 2020**.

**2- Position de la proposition par rapport à la situation réelle actuelle**

**Situation actuelle :**

La [**Charte de l'environnement de 2004**](https://www.legifrance.gouv.fr/Droit-francais/Constitution/Charte-de-l-environnement-de-2004) intégrée à la Constitution en mars 2005, proclame déjà une série de principes puissants (notamment les art. 3 et 5) sur lesquels pourrait s’appuyer une volonté politique forte de lutte contre le changement climatique :

*Le peuple français,*

*Considérant :*

*Que les ressources et les équilibres naturels ont conditionné l'émergence de l'humanité ;*

*Que l'avenir et l'existence même de l'humanité sont indissociables de son milieu naturel ;*

*Que l'environnement est le patrimoine commun des êtres humains ;*

*Que l'homme exerce une influence croissante sur les conditions de la vie et sur sa propre évolution ;*

*Que la diversité biologique, l'épanouissement de la personne et le progrès des sociétés humaines sont affectés par certains modes de consommation ou de production et par l'exploitation excessive des ressources naturelles ;*

*Que la préservation de l'environnement doit être recherchée au même titre que les autres intérêts fondamentaux de la Nation ;*

*Qu'afin d'assurer un développement durable, les choix destinés à répondre aux besoins du présent ne doivent pas compromettre la capacité des générations futures et des autres peuples à satisfaire leurs propres besoins,*

*PROCLAME :*

*Article 1er. Chacun a le droit de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé.*

*Article 2. Toute personne a le devoir de prendre part à la préservation et à l'amélioration de l'environnement.*

*Article 3. Toute personne doit, dans les conditions définies par la loi, prévenir les atteintes qu'elle est susceptible de porter à l'environnement ou, à défaut, en limiter les conséquences.*

*Article 4. Toute personne doit contribuer à la réparation des dommages qu'elle cause à l'environnement, dans les conditions définies par la loi.*

*Article 5. Lorsque la réalisation d'un dommage, bien qu'incertaine en l'état des connaissances scientifiques, pourrait affecter de manière grave et irréversible l'environnement, les autorités publiques veillent, par application du principe de précaution et dans leurs domaines d'attributions, à la mise en oeuvre de procédures d'évaluation des risques et à l'adoption de mesures provisoires et proportionnées afin de parer à la réalisation du dommage.*

*Article 6. Les politiques publiques doivent promouvoir un développement durable. A cet effet, elles concilient la protection et la mise en valeur de l'environnement, le développement économique et le progrès social.*

*Article 7. Toute personne a le droit, dans les conditions et les limites définies par la loi, d'accéder aux informations relatives à l'environnement détenues par les autorités publiques et de participer à l'élaboration des décisions publiques ayant une incidence sur l'environnement.*

*Article 8. L'éducation et la formation à l'environnement doivent contribuer à l'exercice des droits et devoirs définis par la présente Charte.*

*Article 9. La recherche et l'innovation doivent apporter leur concours à la préservation et à la mise en valeur de l'environnement.*

*Article 10. La présente Charte inspire l'action européenne et internationale de la France.*

On peut également citer la [**constitution brésilienne**](http://www.wipo.int/edocs/lexdocs/laws/fr/br/br117fr.pdf) qui, dès 1988, institue un droit de l’environnement (art. 225) :

*CHAPITRE VI DE L'ENVIRONNEMENT*

*Art. 225. Chacun a droit à un environnement écologiquement équilibré, bien à l'usage commun du peuple et essentiel à une saine qualité de vie; le devoir de le défendre et de le préserver au bénéfice des générations présentes et futures incombe à la puissance publique et à la collectivité.*

*Paragraphe premier. Pour assurer le caractère effectif de ce droit, il appartient à la puissance publique :*

*I - de préserver et restaurer les processus écologiques essentiels et de pourvoir à une gestion écologique des espaces et des éco-systèmes;*

*II - de préserver la diversité et l'intégrité du patrimoine génétique du pays et de surveiller les entités qui se consacrent à la recherche et à la manipulation du matériel génétique;*

*III - de définir, dans toutes les Unités de la Fédération, les espaces territoriaux et leurs éléments constitutifs qui doivent être spécialement protégés, leur modification ou suppression ne pouvant être autorisée que par la loi; toute utilisation menaçant les caractéristiques pour lesquelles ces espaces ont été déclarés zone protégée est interdite;*

*IV - d'exiger, selon les formes de la loi, pour toute installation de chantier ou d'activité pouvant entraîner une dégradation significative de l'environnement, une étude préalable sur les incidences écologiques, qui est publiée;*

*V - de contrôler la production, la commercialisation et l'emploi de techniques, de méthodes ou de substances qui comportent un risque pour la vie, la qualité de la vie et l'environnement;*

*VI - de promouvoir l'éducation écologique à tous les niveaux d'enseignement et la prise de conscience du public en ce qui concerne la préservation de l'environnement;*

*VII - de protéger la faune et la flore; sont interdites, selon les formes de la loi, les pratiques qui mettent en danger leur fonction écologique, provoquent l'extinction d'espèces ou soumettent les animaux à des traitements cruels.*

*§ 2. Quiconque exploite des ressources minérales est tenu de restaurer l'environnement dégradé en utilisant la solution technique exigée par l'organe public compétent, selon les formes de la loi.*

*§ 3. Les conduites et activités considérées comme lésant l'environnement exposent les auteurs d'infraction, personnes physiques ou morales, aux sanctions pénales et administratives, sans préjudice de l'obligation de réparer les dommages causés.*

*§ 4. La forêt amazonienne brésilienne, la forêt littorale atlantique, la Serra do Mar74, le Pantanal du Mato Grosso75 et la zone côtière constituent un patrimoine national; leur utilisation se fait selon les formes de la loi et dans des conditions garantissant la préservation de l'environnement, y compris en ce qui concerne l'usage des ressources naturelles.*

*§ 5. Les terres publiques inoccupées ou récupérées par les Etats à la suite d'actions discriminatoires76 sont indisponibles dès lors qu'elles sont nécessaires à la protection des écosystèmes naturels.*

*§ 6. La localisation des usines qui utilisent des réacteurs nucléaires est définie par une loi fédérale, faute de quoi elles ne peuvent être installées.*

**Est-ce en rupture ? Ou plutôt sur un scénario tendanciel ?**

Par nature, le projet de changer de République et donc de constitution – projet auquel est arrimé le projet d’instauration d’une « règle verte » - s’inscrit dans une volonté de rupture avec l’existant.

De même la volonté politique affichée de faire de la préservation des ressources naturelles le principe fondamental devant guider nos actions apparaît en rupture par rapport à ce qui s’est fait jusqu’à présent et par rapport à ce qu’on trouve dans les programmes des autres candidats.

En revanche, du point de vue du droit, il n’apparaît pas clairement ce que la règle verte permet de faire que ne permet pas d’ores et déjà la Charte de l’Environnement (si appliquée dans toute sa force).

**Faisabilité technique et politique, crédibilité**La constitutionnalisation de la Règle Verte n’est pas garantie en cas de victoire de Jean-Luc Mélenchon. En effet c’est bien l’Assemblée Constituante, composée en partie de membres spécifiquement élus et de membres tirés au sort, qui sera souveraine pour ce qui concerne la rédaction de la nouvelle constitution, qui sera ensuite soumise à référendum. La Règle Verte ne reste à ce stade qu’une simple proposition soumise par la France Insoumise à la future Assemblée Constituante.

A instruire : cette Règle Verte serait-elle compatible avec le droit européen actuel ou nécessiterait-elle une renégociation de certains règlements/directives voire certains traités ? En cas de difficulté sur ce plan, amènerait-elle à envisager une sortie de l’UE ?

**Cohérence avec les autres propositions**

La proposition de constitutionnaliser la Règle Verte apparaît comme le « couronnement » assez naturel et logique de l’ambition affichée à de nombreuses reprises en terme d’écologie et de protection de l’environnement dans l’ensemble du programme de la France Insoumise.

**3- Recommandation pour que la proposition atteigne des objectifs climatiques**

Si la lutte contre le changement climatique est présentée comme la justification principale de l’instauration de la Règle Verte (*« La crise climatique est l’affaire de toutes et tous. Pour y répondre avec responsabilité et détermination, nous inscrirons la règle verte dans la Constitution »*), en revanche rien n’est explicitement mentionné concernant le climat dans ce que cette Règle Verte permettra de faire (« *la règle verte permettra au contraire d’affirmer : …* »)

**Recommandation n°1 : expliciter quels moyens en faveur de la lutte contre le changement climatique la Règle Verte permettra de renforcer : interdictions ? renforcement de normes ? Quelles modifications du corpus réglementaire ? responsabilité juridique renforcés des émetteurs de GES ?**

L’entrée en vigueur de la Règle Verte n’interviendra pas avant plusieurs années, hors l’urgence de la lutte contre le changement climatique impose de prendre dès maintenant des mesures très ambitieuses.

**Recommandation n°2 : Dans la mesure où la charte de l’environnement peut déjà servir d’appui pour améliorer la lutte contre le changement climatique, ne pas attendre l’entrée en vigueur de la Règle Verte pour imposer des mesures vigoureuses de lutte contre le changement climatique.**